

Un monde sans croissance : en pratique, comment ça se passe ?

 alternatives-economiques.fr/un-monde-croissance-pratique-ca-se-passe/00094902

?

Moins de pétrole, moins de viande, moins d'avion... Un monde durable rime-t-il seulement avec réduction ? Heureusement non. Certains secteurs riches en emploi peuvent prendre le relais, et même faire encore mieux. Tour d'horizon.

Des milliers d'emplois pour rénover les logements

C'est le chantier du siècle. Pour atteindre l'objectif fixé par la stratégie nationale bas carbone, l'ensemble du parc immobilier français doit correspondre aux normes « bâtiment basse consommation » d'ici à 2050, contre seulement 6,6 % aujourd'hui. L'initiative Rénovons, qui regroupe des acteurs de la société civile, prévoit que rénover les seules passoires énergétiques, c'est-à-dire les 7,4 millions de logements ayant une consommation énergétique très élevée, permettrait de créer 93 000 emplois nets directs d'ici à 2040. Ainsi qu'à terme 34 000 emplois indirects, permis par les gains de pouvoir d'achat des ménages qui auront réduit leur facture énergétique.

Pour la totalité du parc privé, la députée LREM Marjolaine Meynier-Millefert – coanimatrice du plan national de rénovation énergétique des bâtiments – estime dans *La Tribune* qu'il faudrait multiplier par dix le nombre de professionnels, aujourd'hui estimé à 218 000. A la fois pour augmenter le rythme des rénovations et pour améliorer leur performance. Car le système actuel d'aides financières aux ménages encourage des rénovations « par geste », où l'on remplace une fenêtre, rajoute un isolant, au détriment de rénovations globales. « *C'est une estimation à la louche*, admet la députée. *Mais cela permet de saisir l'ampleur de la tâche.* » Avec un scénario pourtant plus ambitieux, basé notamment sur les propositions de la Convention citoyenne qui propose d'avancer de dix ans l'échéance des travaux de rénovation, le WWF estime quant à lui que le secteur sera pourvoyeur de 406 000 emplois à horizon 2030.

« *La rénovation thermique crée des emplois dans tous les territoires et introduit de la relance même dans les régions les plus défavorisées* », souligne Alain Maugard, président de Qualibat, organisme de certification des entreprises du bâtiment. Reste à savoir par qui ils pourront être pourvus. « *Tout le monde ne deviendra pas ingénieur, mais il y a un saut en compétences à réaliser dans la filière* », admet Vincent Legrand, directeur général de DORÉMI, une entreprise sociale et solidaire qui réalise des chantiers de rénovation globale grâce à des groupements d'artisans formés en amont. La rénovation peut aussi être une porte de sortie pour des salariés issus de secteurs en perte de vitesse, tels les techniciens qualifiés de l'automobile. Enfin, des redirections sont envisageables depuis la construction neuve, appelée à décroître pour respecter l'objectif national de zéro artificialisation nette des sols.

Au-delà de la technique, l'enjeu est surtout d'apprendre aux différents corps de métiers (spécialistes de l'isolation, chauffagistes, menuisiers) à travailler les uns avec les autres. L'objectif ? Eviter de créer une perte d'énergie entre la toiture et les murs ou optimiser le positionnement de la chaudière par rapport aux fenêtres et à la ventilation. Plus que l'effort financier consenti par le plan de relance, et que le *think tank* I4CE estime correspondre aux besoins, c'est la coordination de ces différentes filières qui sera donc déterminante.

Une fois tous les logements rénovés, une partie des emplois sera pérennisée pour assurer leur entretien. Et surtout pour rénover les bâtiments publics, auxquels le plan de relance a alloué quatre milliards d'euros. « *On peut créer des filières d'emplois durables sur plusieurs décennies* », assure le coordinateur de Rénovons, Danyel Dubreuil.

Energie : le cœur du problème et de la solution

Se passer du pétrole, du charbon, du gaz naturel et probablement du nucléaire¹, voilà l'horizon à atteindre pour 2050 si l'on veut que la planète reste vivable et sûre. Mais les énergies fossiles représentent encore 57,4 % de notre consommation énergétique finale et le nucléaire 70,6 % de la production électrique française. Une telle évolution aurait donc des conséquences sur l'emploi : l'industrie de l'énergie compte 133 000 équivalents temps plein directs en France, notamment dans les filières pétrolière et nucléaire. Ces deux filières revendiquent même respectivement 200 000 et 220 000 emplois au total, avec les emplois indirects.

Bonne nouvelle : un ambitieux scénario de transition énergétique qui réduirait notre consommation et remplacerait ces sources d'énergie par du renouvelable ne serait pas préjudiciable à l'emploi, assurent plusieurs organismes. L'ONG WWF estime qu'une relance verte créerait 95 000 emplois supplémentaires dans les énergies renouvelables en 2030 par rapport au scénario tendanciel. De quoi compenser une partie des destructions dans les secteurs non renouvelables. Et selon une étude menée par le mouvement Energie partagée², les retombées positives (recettes fiscales, loyers, salaires...) sont deux à trois fois plus fortes lorsque le projet est mené localement par des citoyens que s'il est confié à un investisseur extérieur. D'autres études confirment ce scénario positif, comme une modélisation très fine réalisée dans le cadre de la stratégie nationale bas carbone (SNBC)³ : le secteur de l'énergie créerait au total 29 000 emplois en 2050, les emplois dans les biocarburants agricoles, la chaleur renouvelable et le biogaz faisant plus que compenser les destructions d'emplois dans les sources amenées à décroître à cet horizon.

Bonne nouvelle : un ambitieux scénario de transition énergétique qui réduirait notre consommation et remplacerait ces sources d'énergie par du renouvelable ne serait pas préjudiciable à l'emploi, assurent plusieurs organismes

Mais ces calculs ne disent pas tout de l'équation. L'énergie est au cœur de nos économies. Changer le modèle énergétique, c'est changer les transports, le logement, l'agriculture, l'industrie..., et c'est là que se noue l'essentiel concernant l'avenir de l'emploi. Pour quel bilan ? « *La question est complexe* », avertit Yannick Saleman, du Shift Project.

Consommer moins d'énergie, c'est faire des économies sur la facture : jusqu'à 35 % de dépenses en moins, selon la SNBC. « *Mais cela signifie aussi moins de recettes fiscales sur les carburants fossiles* », rappelle Yannick Saleman. De même, pour lui, « *sortir des fossiles, c'est sortir de la transformation facile et pas chère de la matière : les biens et services décarbonés qui remplaceront ceux reposant sur le pétrole pourraient être plus chers* ». Pour autant, « *nos modélisations sont claires* », se réjouit Gaël Callonnec, chargé de modélisation macroéconomique à l'Ademe : « *Investir dans la transition énergétique comme le prévoit la SNBC, c'est bon pour la planète, et c'est rentable économiquement.* » Les travaux d'isolation par exemple coûtent cher tout de suite, mais ils rapportent à long terme, car le pétrole non dépensé libère des marges financières qui peuvent être réinvesties dans d'autres secteurs. Avec au total un gain net de 789 000 emplois pour l'économie française en 2050 par rapport au scénario tendanciel.

Agriculture durable : bonne pour la planète et l'emploi

Bio, circuits courts, appellations d'origines protégées (AOP), labels..., l'agriculture de qualité est largement minoritaire en France, et a donc de belles perspectives devant elle. Avec des conséquences positives pour la planète. Et pour l'emploi ?

Selon le recensement agricole de 2010, les fermes bio employaient en moyenne 2,41 unités de travail annuel (UTA), contre 1,52 dans les exploitations conventionnelles. Une règle de trois peut donc laisser penser qu'avec une France 100 % bio, on pourrait créer autour de 400 000 emplois dans l'agriculture ! Car le bio demande plus de travail : d'une part, il faut remplacer les engrais et pesticides chimiques par des pratiques plus intensives en travail (désherbage mécanique ou manuel, par exemple) ; d'autre part, les agriculteurs bio ont davantage tendance à vendre directement leurs produits, ou à les transformer (fromage artisanal, conserves de légumes...). Et ces emplois sont plutôt de qualité : « *Le bio ne signifie pas revenir à la pioche et se casser le dos des journées entières, car le désherbage est largement mécanisé. Surtout, contenir les maladies sans pesticides demande une haute expertise technique* », explique Daniel Ricard, économiste spécialiste de l'agriculture.

Au-delà du bio, on mesure encore mal le volume d'emploi des autres pratiques durables (agriculture extensive, AOP, label rouge...). Une étude menée par le Centre d'études et de prospective a classé l'ensemble des exploitations françaises selon leur performance environnementale. Résultat : l'agriculture verte emploie plus de monde dans les légumes, la vigne ou le lait, mais pas dans les céréales. Surtout, une ferme durable n'achète plus de pesticides à des fabricants et ne fait plus vivre l'usine de transformation de la région. De quoi détruire entre 60 000 et 70 000 emplois dans l'agroalimentaire, selon deux scénarios de transformation du modèle agricole (celui de l'association Solagro intitulé « Afterres 2050 », et celui du think tank The Shift Project).

Les fruits et légumes consommés en France sont largement importés et privent l'Hexagone de 366 000 emplois, selon The Shift Project

L'autre aspect est financier. La hausse du nombre d'emplois dans l'agriculture de qualité a été permise « *par le consentement de certains ménages à payer plus cher certains produits* », explique Daniel Ricard. Mais pas pour tous : de manière générale, les fruits et légumes consommés en France sont largement importés et privent l'Hexagone de 366 000 emplois, selon The Shift Project. De même, « *certaines productions haut de gamme plafonnent, comme le fromage AOP auvergnat ou le vin. Le consentement à payer a beaucoup progressé, mais reste limité* », avertit Daniel Ricard.

Le scénario Afterres est plus optimiste. Il imagine un modèle alimentaire très différent (davantage de fruits et légumes, beaucoup moins de viande, de poisson et d'aliments industriels). Dans ce scénario, non seulement l'agriculture recrée des emplois directs, mais elle en crée surtout ailleurs. Car moins de viande et plus de légumes, c'est un budget alimentaire qui baisse pour les ménages, autant d'argent qui peut être utilisé dans d'autres secteurs : de quoi créer jusqu'à 125 000 emplois hors agriculture.

Le care, un secteur porteur... sous conditions

Assistantes maternelles, aides à domicile, aides-soignantes... Autant de métiers qui relèvent du *care*, ces activités de soin et d'attention à autrui pour lesquelles les besoins augmentent année après année : la population vieillit, le risque de dépendance augmente et les personnes âgées souhaitent vieillir chez elles. Or, le nombre de médecins diminue, les hospitalisations sont de plus en plus à la journée, et la cohabitation entre générations recule. Ce sont en outre des emplois non délocalisables et peu sensibles à la conjoncture économique. Précisons que si la notion de *care* dépasse le grand âge, c'est là que résident les principaux besoins 4.

Tous métiers confondus, les professions d'aides-soignantes (plus de 600 000), d'aides à domicile (550 000) et d'infirmiers (plus de 700 000) sont parmi celles dont les effectifs devraient le plus augmenter d'ici à 2022, selon la Dares et France Stratégie. Le nombre d'équivalents temps plein à créer d'ici à 2030 pour accompagner les personnes âgées dépendantes du fait de l'évolution démographique serait de 200 000, selon le rapport Libault. Si l'on tient compte des postes vacants, du *turn-over*, des départs à la retraite et de la nécessité d'améliorer le taux d'encadrement, le nombre de personnes à former d'ici à 2024 s'élève même à 350 000, selon le rapport El Khomri.

Si les besoins sont réels, la qualité des emplois n'est pas au rendez-vous. 82 % des Ehpad déclarent récurrentes les difficultés de recrutement. Ces métiers ne sont pas considérés. Exercés quasi exclusivement par des femmes (91 % pour le métier d'aide-soignante, 97 % pour celui d'aide à domicile et d'aide-ménagère) très souvent d'origine immigrée, ils mobilisent de véritables compétences qui ne sont pas perçues comme telles mais naturalisées (considérées comme des qualités « féminines » naturelles). Les salaires y sont bas. Le salaire minimum fixé par la convention pour l'aide à domicile en 2010 est inférieur au Smic, à 1 453 euros bruts par mois, contre 1 539 euros : il n'y a pas eu de nouvelles négociations collectives depuis les dernières revalorisations du Smic. Les employeurs sont en principe tenus de compenser par des primes. En pratique, les

rémunérations sont d'autant plus basses que le temps partiel y est légion et que certains temps de travail ne sont pas rémunérés, comme les déplacements entre deux patients pour les aides à domicile. Résultat : le nombre d'accidents au travail est élevé.

Pour revaloriser ces métiers, il faut revoir leur classification afin de prendre en compte leur technicité. Par ailleurs se pose la question du financement du risque de la dépendance, maintenant qu'a été actée cet été la création d'une cinquième branche de la Sécurité sociale. Les besoins de financement public supplémentaire seraient de 6,2 milliards d'euros par an à partir de 2024 et de 9,2 milliards à partir de 2030 selon le rapport Libault. En 2024, la CSG abondera la nouvelle caisse, à hauteur de 2,3 milliards d'euros. Mi-septembre, le rapport Vachey a listé plusieurs solutions. Côté recettes : hausse des prélèvements pour les retraités, deuxième journée de solidarité, suppression des allègements de cotisation au-delà de 2,5 Smic... Côté dépenses : resserrer la vis sur l'attribution de l'allocation handicap ou l'aide à la dépendance. L'arbitrage aura lieu cet automne lors des discussions budgétaires.

Cet article fait partie du dossier de notre numéro d'octobre : « Un monde sans croissance, c'est possible »

- **1.** Le nucléaire émet très peu de CO₂, mais les incertitudes sur la sécurité, le traitement des déchets ou l'approvisionnement en uranium conduisent plusieurs institutions à ne pas miser dessus dans un scénario énergétique durable.
- **2.** Voir « Les retombées économiques locales des projets citoyens d'énergie renouvelable », Energie partagée, décembre 2019.
- **3.** Modélisation réalisée par l'Agence de la transition écologique (Ademe), l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) et le Commissariat général au développement durable (CGDD).
- **4.** Nous limitons ici le terme aux emplois rémunérés bien qu'il désigne aussi le travail gratuit exercé par les femmes dans la sphère privée.